

Plan d'opération à moyen terme pour la Côte d'Ivoire

Principes Fondamentaux de la Politique d'Aide	Promotion du développement socio-économique durable et renforcement de la paix et de la stabilité
---	---

Domaine prioritaire 1	Promotion d'une croissance économique durable
-----------------------	---

<p>[Contexte et Situation actuelle]</p> <p>1 La Côte d'Ivoire est la deuxième économie du marché de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui compte 400 millions d'habitants, et est une puissance économique majeure en Afrique de l'Ouest, représentant 40 % du PIB combiné des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Depuis 2012, le pays a enregistré des taux de croissance économique élevés et, même après la pandémie de COVID-19, elle a maintenu un taux de croissance économique d'environ 6 % depuis 2021 et devrait continuer à connaître une forte croissance économique.</p> <p>2 Le gouvernement ivoirien s'engage dans des réformes structurelles économiques, sociales et de gouvernance afin d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur à l'horizon 2030. Dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, il vise une croissance économique tirée par le secteur privé, tout en promouvant un développement économique et social inclusif pour renforcer la compétitivité internationale, réduire les disparités nationales et favoriser la cohésion nationale.</p> <p>3 (1) Cependant, plus de 80 à 90 % des exportations sont constituées de produits primaires, de ressources fossiles et de minerais, à faible valeur ajoutée du fait de peu de transformation locale. La diversification économique et l'industrialisation sont donc nécessaires, rendant le développement du capital humain crucial et urgent.</p> <p>(2) Par ailleurs, l'établissement d'une sécurité alimentaire résiliente capable de faire face à des chocs comme la flambée des prix des céréales représente un défi majeur. Notamment, l'autosuffisance pour le riz, dont la consommation augmente, et pour le poisson, une source importante de protéines, reste faible, n'atteignant respectivement que 55 % (Stratégie Nationale de Développement Rizicole Phase 2 (SNDR2), 2024-2030) et 17 % (PND 2021-2025). La faible productivité des terres agricoles, avec un rendement céréalier de 2,2 tonnes par hectare contre une moyenne mondiale de 4,1 tonnes (2020, Banque mondiale), constitue également un défi important.</p> <p>(3) En outre, le développement industriel et la création d'emplois nécessitent le renforcement des organisations professionnelles et la mise en place d'une réglementation et d'un cadre juridique adéquats. Considérant que les PME représentent 96 % des entreprises ivoiriennes (2019, statistiques nationales des entreprises), le gouvernement met l'accent sur l'appui technique aux PME et l'amélioration de l'accès au financement, un obstacle majeur pour 70 % des entreprises du pays.</p>		<p>[Stratégie]</p> <p>1 Soutenir les efforts du gouvernement ivoirien pour promouvoir les secteurs suivants : l'agriculture et la pêche pour le secteur primaire ; les industries de transformation agro-alimentaire et aquacole pour le secteur secondaire ; et enfin, le commerce, la vente au détail et les services financiers pour le secteur tertiaire.</p> <p>(1) Plus particulièrement dans les secteurs agricole et halieutique, le soutien se concentrera sur l'appui aux initiatives de développement industriel par la construction de chaînes de valeur, notamment grâce au « Projet d'amélioration de l'accessibilité aux services mécanisés dans le secteur du riz » et à la fourniture de matériels de construction dans le cadre du « programme de développement économique et social ».</p> <p>(2) En parallèle, le Japon soutient les efforts du gouvernement ivoirien visant à créer des emplois par le développement des PME qui emploient la majorité de la population active, la promotion de leur productivité, l'amélioration de l'accès au financement et le développement du capital humain nécessaire à l'industrialisation. Ce qui contribuera ainsi à favoriser l'environnement d'investissement pour les entreprises japonaises.</p> <p>2 A la lumière de la "lutte contre le changement climatique", fixé comme cinquième pilier du PND 2021-2025, la conception des projets tiendra compte de l'efficacité énergétique, de la valorisation des énergies renouvelables, de la promotion du recyclage des ressources et de l'adaptation au changement climatique</p>
--	--	---

Programme	Projets	Modalité	Période d'exécution						Montant d'appuis (100Million de Yen)	ODD	Remarque
			avant AFJ 2024	AFJ 2025	AFJ 2026	AFJ 2027	AFJ 2028	AFJ 2029			
Objectif Spécifique 1-1  Développement industriel et création d'emplois	Experts en pêche et en aquaculture	EXP	■	■	■				3.90	1,2	Grande étendue y compris la région de la Commission sous-régionale des pêches de l'Atlantique Centre-Est
	Politique et mesures de santé environnementale de l'aquaculture pour le développement durable de l'aquaculture dans sous-région du Centre Ouest du Golfe de Guinée	CTR	■	■	■					1,2	Grande étendue en collaboration avec la CPCOE
	Projet de promotion du Riz Local Phase 2	TCP	■	■	■				7.95	2,8	
	Projet d'Amélioration des Services Mécanisés dans le Secteur de la Riziculture	GA		■	■				7.53	2,8	
	Projet d'amélioration de l'accessibilité aux services mécanisés dans le secteur du riz	GA	■	■	■				7.53	2	
	Programme de développement économique et social (AFJ2022)	GA	■	■	■	■			6.00	2	Engins en génie civil
	Prêt d'appui d'urgence à la sécurité alimentaire	LA	■						150.00	2	
	Formation en groupe et par région dans les domaines de l'agriculture, de l'aquaculture et de la promotion industrielle, etc.	TR	■	■	■					2	
	Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale par le Développement de la Chaîne de Valeur Aquacole (PREPICO2)	TCP	■	■	■	■	■		6.44	1,2	
	Enquête de Vérification des Activités des ODD avec le Secteur Privé pour les Activités de Prestation de Services de Récolte de Riz avec une Moissonneuse-Batteuse d'IdO	SDGs BMFS	■	■	■				0.50	2	



Domaine prioritaire 2	Construction et élargissement d'une société pacifique et inclusive													
Objectif Spécifique 2-1	<p>[Contexte et Situation actuelle]</p> <p>1 En raison de l'impact de la longue crise politico-militaire, la capacité de l'administration ivoirienne à fournir des services sociaux de base a considérablement diminué, et les disparités entre les régions se sont accrues. En conséquence, la confiance des citoyens envers l'administration s'est érodée et des tensions sociales se sont développées.</p> <p>2 Dans le secteur de la sécurité, à la suite du fait que la mission de maintien de la paix de l'ONU (ONUCI) ait complètement retiré ses troupes en juin 2017, marquant une importante délégation de pouvoirs aux institutions nationales, le gouvernement ivoirien a placé la réorganisation et le renforcement des capacités de la police, l'instauration de l'état de droit, et surtout le renforcement de la sécurité des citoyens ainsi que la promotion de la démocratie par l'exercice des droits et des devoirs, au cœur de ses priorités. Il a ainsi impulsé une réforme du secteur de la sécurité (RSS).</p> <p>3 De plus, en raison de l'instabilité récente dans la région du Sahel, la situation sécuritaire et l'afflux de réfugiés dans le nord de la Côte d'Ivoire sont en constante évolution, nécessitant un appui au maintien des fonctions de gouvernance.</p> <p>4 Dans le PND 2021-2025, «la gouvernance, la modernisation de l'État et la réforme des institutions administratives et de la gouvernance» sont énoncés comme le sixième pilier. L'amélioration et la consolidation des capacités de gouvernance de l'État restent des défis importants.</p>					<p>[Strategie]</p> <p>1 Le Japon soutiendra les efforts de la Côte d'Ivoire visant à réduire la disparité régionale grâce à la mise en place de services administratifs inclusifs et transparents à l'échelle nationale, ainsi qu'à améliorer et consolider les capacités de gouvernance de l'État par le renforcement de la qualité et des capacités institutionnelles et humaines dans les domaines de la police, de la justice et de la protection civile.</p> <p>2 Une attention particulière sera portée aux points suivants :</p> <p>(1) La construction et l'élargissement d'une société pacifique et inclusive, indispensable à une croissance économique durable.</p> <p>(2) La fourniture à l'échelle nationale de services sociaux de base inclusifs, en collaboration avec les populations, et la confiance rehaussée de la population envers l'administration.</p> <p>(3) Les bénéfices pour les populations pauvres et vulnérables (femmes, jeunes, etc.).</p> <p>(4) La réduction du fardeau et des préoccupations des administrations et des communautés de la région du nord, confrontées à un afflux de demandeurs d'asile et de réfugiés en raison de l'insécurité dans les pays voisins.</p>								
	Programme	Projets				Modalité	Période d'exécution					Montant d'appuis (100Million de Yen)	ODD	Remarque
Renforcement de la gouvernance inclusive	Projet de Renforcement de la Police de proximité					TCP						3.70	16	
	Formation Régionale sur la Justice Criminelle pour les Pays de l'Afrique Francophone					CTR							16	
	Formation en groupe et par région dans le domaine de la police, de la justice, etc					TR							16	
	Projet de Renforcement de l'Administration Locale					TCP						5.50	4,6,16	
	Dons aux micro-projets locaux dans le domaine de l'éducation					GGP						0.46	4	
	Amélioration Des Infrastructures Sociales Des Collectivités Locales Dans La Region Nord (UNDP)					GA						4.22	4, 6, 16	
	Project for Strengthening Civil Protection for Sustainable Social Cohesion (UNDP)					GA						4.22	4, 6, 16	
	Projet de Prévention des Conflits et Promotion de la Participation Démocratique des Femmes et des Populations Vulnérables en Côte d'Ivoire (UNDP)					GA						6.12	5, 16	
	Projet de Renforcement des Capacités de Lutte contre le Terrorisme dans les Zones Frontalières du Nord-Est (UN/UNODC)					GA						1.69	16	
	Renforcement des capacités et de la coordination contre les crimes financiers transnationaux					TTR							16	
Objectif Spécifique 2-2	<p>[Contexte et Situation actuelle]</p> <p>1 En Côte d'Ivoire, en raison des effets de la longue crise traversée dans les années 2000, les services de santé ont stagné et même actuellement, les indicateurs de santé maternelle et infantile tels que les taux de mortalité maternelle et néonatale restent à des niveaux plus élevés par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.</p> <p>2 Le gouvernement ivoirien s'engage dans l'amélioration du système de santé, notamment par la mise en place d'un système de protection contre les risques financiers liés à l'accès aux services de santé (« Stratégie nationale de financement de la santé pour la CSU »), la réduction de la mortalité infantile et le développement des infrastructures sanitaires (4ème pilier du PND 2021-2025 : « Inclusion, solidarité nationale et action sociale »). Avec pour axes stratégiques le renforcement du système de santé, l'amélioration des finances publiques dans le secteur de la santé, la promotion de l'accès aux services de santé, le renforcement de la lutte contre les maladies, l'amélioration de la santé maternelle et infantile ainsi que de la nutrition, et la promotion de la santé publique et de la prévention, le pays vise à atteindre la couverture santé universelle (CSU) par le renforcement du management à tous les niveaux du système de santé, le développement et la gestion des ressources humaines dans la santé, l'amélioration des infrastructures et équipements médicaux, et la fourniture de services intégrés aux femmes enceintes et aux mères.</p>					<p>[Strategie]</p> <p>1 Le Japon soutient les efforts de la Côte d'Ivoire pour renforcer les services sociaux de base en vue de la réalisation de la Couverture sanitaire universelle (CSU) à moyen et long terme.</p> <p>2 Le Japon, considérant le développement de soins continus pour les femmes enceintes, les mères et les nouveau-nés comme un défis prioritaire, apportera son soutien à la Côte d'Ivoire notamment à travers :</p> <p>(1) le renforcement et la promotion de l'accès aux services de santé aux niveaux des centres de santé, des hôpitaux généraux et des centres hospitaliers universitaires ; et</p> <p>(2) l'aménagement et la mise en marche des systèmes visant à étendre la couverture maladie aux ménages pauvres, y compris les mères et les enfants.</p>								

Amélioration de la couverture sanitaire universelle (CSU) et la santé maternelle et infantile	Programme	Projets	Modalité	Période d'exécution						Montant d'appuis (100Million de Yen)	ODD	Remarque
				avant AFJ 2024	AFJ 2025	AFJ 2026	AFJ 2027	AFJ 2028	AFJ 2029			
	Programme de l'amélioration de la couverture sanitaire universelle (CSU) et la santé maternelle et infantile	Conseiller en programme santé	EXP	████████████████████							3	
		Renforcement du système de santé maternelle et infantile	CTR	████████████████████							3	
		Projet d'amélioration du continuum des soins de santé maternelle et néonatale	TCP	████						6.00	3,5	
		Don aux micro-projets locaux dans le domaine de la santé	GGP	██████████						0.20	3	
		Formation dans le domaine de la santé	TR	████████████████████							3	

Autres												
Autres	Projets	Projets	Période d'exécution						Montant d'appuis	ODD	Remarque	
			avant AFJ 2024	AFJ 2025	AFJ 2026	AFJ 2027	AFJ 2028	AFJ 2029				
	Sauvegarde du bois de vène (Pterocapus erinaceus poir) dans les forêts classés de la Palé et de Boundiali dans le nord de la Côte d'Ivoire avec la participation des populations riveraines	ML	████████████████████							320.000USD	1,12,13,15	ontribution de la Japon International Tropical Timber Organization (ITTO), du Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche

Légende: [PS] = Etude préparatoire, [DD] = Conception détaillée, [BIS] = Collecte d'informations de base/Enquête de confirmation [TCP] = Projet de coopération technique, [TCDFP] = Coopération technique pour la planification du développement, [EXP] = Expert, [EQ] = Equipment, [CTR] = Formation axée au pays, [TR] = Formation sur les sujets spécifiques / Programme de formation pour les jeunes leaders, [JOCV] = Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, [TEXP] = Expert d'un pays tiers, [TTR] = Formation au pays tiers, [ICT] = Formation au niveau local, [STC] = Coopération relative à la science et la technologie sur les sujets globaux, [JPP] = Programme de partenariat de la JICA, [xx-TA] = Assistance technique exécutée par les ministères et organismes administratifs incorporés exceptés MAE et JICA, [PCP-TP] Coopération Technique-Proposée par des Entreprises Privées, [SDGsS] = Enquête sur la résolution de problèmes des entreprises dans les pays en développement (affaires ODD), [GA] = Coopération financière non-reimboursable autre que celles énumérées ci-après, [FA] = Assistance Alimentaire, [CGA] = Don culturel, [SACGP] = Petit don culturel, [EGA] = Don pour Assistance d'urgence, [GANP] = Don pour Projets d'ONG Japonaises, [GGP] = Petit don pour la sécurité humaine, [LA] = Prêt de l'APD, [ML] = Coopération multilatérale, [SME PPS]= Petite et moyenne entreprise, [SME] Etude sur la promotion des partenariats, [SDGs BMFS]= Etude sur la formulation de modèle d'affaires des ODD avec le secteur privé, [SDGs BVS]=Vérification des ODD d'affaire, Ligne continue [-----] = Période d'exécution, Ligne pointillée [- . - . -] = Période provisoire d'exécution [Description des ODD] : 1=pas de pauvreté, 2=faim zéro, 3=bonne santé et bien-être, 4=éducation de qualité, 5=égalité des sexes, 6=eau propre et assainissement, 7=énergie propre et d'un coût abordable, 8=travail décent et croissance économique, 9=industrie, innovation et infrastructure, 10=inégalités réduites, 11=villes et communautés durables, 12=consommation et production responsables, 13=mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, 14=vie aquatique, 15=vie terrestre, 16=paix, justice et institutions efficaces, 17=partenariats pour la réalisation des objectifs.  
[Détails sur les ODD] : [https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/sdgs/pdf/SDGs\\_pamphlet.pdf](https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/oda/sdgs/pdf/SDGs_pamphlet.pdf)